

Mercredi (matin) 10 juin 2015

Direction de l'économie publique

76 2014.RRGR.892 Motion 167-2014 Guggisberg (Kirchlindach, UDC) Apiculture: élevage des reines

N° de l'intervention: 167-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 01.09.2014
Déposée par: Guggisberg (Kirchlindach, UDC) (porte-parole)
Cosignataires: 31
Urgence: refusée le 04.09.2014
N° d'ACE: 168/2015 du 18 février 2015
Direction: ECO

Apiculture: élevage des reines

Le Conseil-exécutif est chargé de compléter la loi cantonale sur l'agriculture afin qu'il soit possible de :

1. désigner des stations de fécondation pour l'élevage sélectif des reines ;
2. définir des zones de protection pour ces stations afin de soutenir l'élevage sélectif des reines.

Développement

Il est capital pour l'agriculture et pour notre alimentation que les populations d'abeilles soient saines (résistantes aux maladies) et dynamiques. Principalement parce qu'elles sont indispensables à la pollinisation des cultures fruitières et herbacées, du colza, mais aussi du tournesol, des baies, etc.

Si l'on veut des abeilles résistantes aux maladies, douces et dynamiques, il faut pouvoir sélectionner des reines présentant ces caractéristiques. Les reines sont fécondées en vol par plusieurs faux-bourçons (les mâles). Pour sélectionner les caractères souhaités, il faut recourir à l'insémination artificielle – interdite en apiculture bio – ou, justement, à des stations de fécondation. Les stations de fécondation sont des lieux d'implantation pour les colonies de faux-bourçons. Les nombreux mâles de ces colonies apportent leur patrimoine génétique. On installe aussi plusieurs petites colonies d'abeilles avec chacune une jeune reine vierge. C'est de là que partent les jeunes reines pour leur vol nuptial afin d'être fécondées. Une jeune reine remplit sa spermathèque en trois à cinq vols nuptiaux. Ce stock lui suffira à féconder ses œufs toute sa vie durant (4 à 6 ans).

En Suisse, les stations de fécondation se trouvent en montagne. Du fait de leur topographie, les hautes vallées ne sont fréquentées que par les reines et les faux-bourçons sélectionnés pour l'élevage. Les stations de fécondation doivent être installées dans des vallées de montagne étroites et situées à plus de 1000 mètres d'altitude, à l'écart des ruches.

Les zones de protection se situent dans un rayon compris entre 3,5 et 7 km autour de la station. Leur taille effective dépend largement de la topographie. A l'intérieur des zones de protection, on ne peut implanter aucune colonie d'abeilles étrangère à la station ; en revanche, les colonies de sœurs sont admises. Les apiculteurs et apicultrices qui, jusque-là, élevaient des colonies à l'intérieur d'une zone de protection ne doivent donc pas chercher de nouvel emplacement pour leurs colonies. Si les reines de ces colonies sont sœurs, cela ne présente aucun problème. Sans station de fécondation et zone de protection, il n'est pas possible de féconder certainement les reines du herd-book.

Mais le canton de Berne ne dispose actuellement d'aucune base légale pour désigner des stations de fécondation et des zones de protection. D'autres cantons de Suisse romande ont compris depuis longtemps l'importance des stations de fécondation et des zones de protection pour l'apiculture et se sont dotés des bases légales nécessaires : VS (2007), VD (2011), FR (2012). Il est grand temps que le canton de Berne leur emboîte le pas. Des ruches de contrôle ont permis de suivre les progrès de l'élevage sélectif dans différentes conditions et de prouver et de documenter clairement leur utilité.

Les stations de fécondation et les zones de protection n'ont aucun effet négatif sur la gestion des surfaces. Bien au contraire : la présence de colonies dynamiques de faux-bourçons, grands pollinisateurs, garantit une meilleure production agricole.

Motivation de l'urgence:

Épidémies, polluants et varroas menacent les abeilles. L'élevage sélectif et contrôlé de reines résistantes aux maladies et dynamiques est de plus en plus crucial. Il faut donc agir au plus vite.

Réponse du Conseil-exécutif

Les populations d'abeilles sont toujours menacées par le varroa, les épizooties (loque européenne et loque américaine), les pesticides et depuis peu également par le petit coléoptère de la ruche. La sélection de colonies plus résistantes aux maladies et dynamiques étant cruciale pour la survie des abeilles, la Confédération soutient la formation des apiculteurs et apicultrices et encourage la sélection d'abeilles mellifères dans le cadre de la législation sur l'élevage. Dans les cantons du Valais, de Vaud, de Fribourg et d'Obwald, la protection des stations de fécondation est déjà réglée au niveau cantonal; le canton de Glaris, quant à lui, n'autorise qu'une seule race d'abeille.

Un peu plus de 20 pour cent des apiculteurs et apicultrices suisses exercent leur activité dans le canton de Berne. Ils gèrent environ dix stations de fécondation et élèvent les trois races adaptées aux conditions climatiques régnant au nord des Alpes. Face aux changements globaux, cette diversité biologique peut revêtir une importance capitale pour la survie des abeilles mellifères, et donc des êtres humains. C'est pourquoi le canton de Berne doit jouer un rôle majeur dans la création des zones de protection.

L'élevage sélectif exige de choisir judicieusement les géniteurs. Seules les zones de protection pour les stations de fécondation apicole permettent un accouplement ciblé de reines et de faux bourçons choisis. La plupart des apiculteurs et apicultrices collaborent avec les organisations responsables des stations de fécondation. On déplore toutefois que certains individus installent régulièrement des ruchers dans les zones abritant les stations de fécondation. Il n'est pas toujours possible de les en empêcher, les zones de protection ne produisant pas d'effet juridique. Le succès du travail de sélection est ainsi remis en question et le soutien apporté par la Confédération affaibli.

L'Office de l'agriculture et de la nature (OAN) a élaboré le «Concept de promotion de l'apiculture dans le canton de Berne» dans le cadre de la mise en œuvre de la motion Jenni (M 113-2008), adoptée par le Grand Conseil lors de sa session de septembre 2008. Alors qu'un grand nombre de mesures ont déjà été réalisées, les bases légales prévues pour les zones de protection des stations de fécondation n'ont pas encore été établies, des questions importantes restant encore ouvertes.

La mise en œuvre contraignante de la protection des stations de fécondation présuppose la modification de la loi cantonale sur l'agriculture. Les critères pour la création de zones de protection autour des stations de fécondation existantes ou de nouvelles stations de fécondation de sélection n'ont pas encore été fixés. Ils doivent d'abord être élaborés par les organisations apicoles. C'est sur cette base que le législateur devra dans un premier temps établir une procédure adéquate pour désigner officiellement les stations de fécondation et déterminer les zones de protection.

Par ailleurs, le fait de créer et d'imposer ces nouvelles zones de protection implique des coûts qui doivent être estimés avec plus de précision. La question du financement se pose même s'il existe des liens avec les mesures de mise en œuvre existantes. Les mesures de police des épizooties exigent que l'implantation de populations d'abeilles soit annoncée. Si un apiculteur ou une apicultrice souhaite implanter une ou plusieurs populations dans une zone de protection, le Service vétérinaire cantonal doit en être averti comme par le passé. Les nouvelles mesures pourraient se rattacher à cette obligation d'annonce.

Le Conseil-exécutif reconnaît l'importance de ce thème et réserve en principe un accueil favorable à la demande des motionnaires, tout en rappelant que des questions de mise en œuvre sont encore en suspens. Il est prêt à examiner une modification correspondante de la législation cantonale sur l'agriculture, compte tenu des résultats des travaux de clarification en cours, et propose d'adopter la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

Le président. Wir fahren weiter mit dem Traktandum 76. Der Regierungsrat ist bereit, den Vorstoss als Postulat entgegenzunehmen. Der Motionär ist nicht einverstanden. Ich gebe das Wort Herrn

Grossrat Guggisberg.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Ich möchte die Begründung meines Vorstosses mit einem Zitat beginnen. Albert Einstein soll einmal gesagt haben: «Wenn die Biene einmal von der Erde verschwindet, hat der Mensch nur noch vier Jahre zu leben. Keine Bienen mehr, keine Bestäubung mehr, keine Pflanzen mehr, keine Tiere mehr, kein Mensch mehr.» Ich will nicht gerade Weltuntergangsstimmung verbreiten, aber es ist Fakt, dass es unseren Bienen schlecht geht. Sie sind nach wie vor bedroht durch Seuchen, durch die Varroamilbe und beispielsweise auch durch den Bienenbeutenkäfer. Gesunde und leistungsfähige Bienenvölker sind für die Landwirtschaft und für die Ernährung der Bevölkerung von zentraler Bedeutung, hauptsächlich wegen ihrer unentbehrlichen Bestäubungsleistung von Obst und Graskulturen, Raps, aber auch Sonnenblumenfeldern und Beeren.

Je schneller durch eine gezielte Zucht krankheitsresistente und gleichzeitig leistungsfähige Bienenvölker gezüchtet werden können, desto grösser sind die Überlebenschancen für diese für die Bestäubung so zentralen Tiere. Hier kommen die so genannten Belegstellen ins Spiel. Belegstellen sind Aufstellorte für die männlichen Drohnenvölker, welche für die geeigneten Erbanlagen sorgen. In der Schweiz liegen die Belegstellen im Berggebiet. Die Hochtäler stellen durch ihre Topografie sicher, dass nur die gewollt für die Zucht selektierten Königinnen und Drohnen in diesem Gebiet fliegen. Geeignete Standorte für Belegstationen sind enge, hochgelegene Bergtäler oberhalb 1000 Höhenmeter und abseits der Bienenhaltung. Im Kanton Bern gibt es total 9 Belegstellen, zum Beispiel im Justistal, im Gental und im Kiental. Heute können jahrzehntelange, züchterisch erfolgsversprechende Anstrengungen zur Zucht von krankheitsresistenten Bienenvölkern auf einen Schlag zerstört werden, wenn ein Imker im Bereich einer Belegstelle ein einziges Bienenvolk aufstellt, das genetisch nicht kompatibel ist. Leider kommt dies heute bei fast allen 9 Belegstellen im Kanton Bern vor. Das Fehlen wirksamer Schutzzonen hat zur Folge, dass die Wertschöpfung jahrlanger Zuchtbemühungen leichtfertig zunichte gemacht werden kann. Bezüglich der Bienenzucht kommt dem Kanton Bern eine Schlüsselrolle und deshalb auch eine grosse Verantwortung zu. In unserem Kantonsgebiet ist rund ein Fünftel aller Imkerinnen und Imker in der Schweiz tätig und es werden auch etwa ein Fünftel aller Bienenvölker im Kanton Bern gehalten.

Daher ist ein möglichst rasches Handeln angezeigt. Durch das Schaffen einer gesetzlichen Grundlage für Schutzzonen und Belegstellen entsteht dem Kanton Bern nur ein geringer Aufwand. Eine taugliche Vorlage für die Anpassung des kantonalen Landwirtschaftsgesetzes besteht bereits. Die Kantone Wallis, Waadt, Freiburg und Glarus haben mehrere Jahre Erfahrung im Umgang mit Schutzzonen. Der Zusatzaufwand für die Behörden ist gering. Die Regierung hat in ihren Antworten auf bisherige Vorstösse zur Bienenhaltung immer wieder die Wichtigkeit der Bernischen Bienenzucht herausgestrichen: bei der Interpellation Jenni und der Motion Gerber aus den Jahren 2008 und 2009. Eine Anpassung der gesetzlichen Grundlage zur Einführung von Schutzzonen wäre mit der bisherigen Haltung des Regierungsrats absolut konsistent.

Ich möchte noch einmal vor allem gegenüber den Landwirten unter uns betonen: Belegstellen und Schutzzonen haben keinerlei negative Auswirkungen auf die Flächenbewirtschaftung. Im Gegenteil: Durch die Anwesenheit leistungsfähiger Bienenvölker kann mit höheren landwirtschaftlichen Erträgen gerechnet werden. Die Haltung von Bienen durch Private wird dadurch nicht unterbunden, sondern lediglich an die Bedingung geknüpft, dass nur Schwestervölker der in den Schutzzonen gezüchteten Bienenvölker gehalten werden dürfen. Ich danke Ihnen für die Unterstützung meiner Motion.

Le président. Damit kommen wir zu den Voten der Fraktionen.

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR). Ich kann mich kurz fassen. Die FDP hat grosse Sympathie für diesen Vorstoss. Auch wir sehen, dass leistungsfähige Bienenvölker von zentraler Bedeutung für die Landwirtschaft und für die Bevölkerung sind. Ich habe mich persönlich kürzlich von einem Landwirt über diese Probleme informieren lassen – es kommt manchmal vor, dass ich auf die Landwirtschaft höre –, und ich war von all diesen Zusammenhängen beeindruckt. Wir betrachten das nicht als Bagatelldproblem. Wir sind der Meinung, man sollte jetzt die gesetzlichen Grundlagen schaffen, um die Schutzzonen im Umfeld der Belegstationen zu bezeichnen. Andere Kantone machen das bereits und der Kanton Bern ist besonders wichtig im Imkerwesen.

Ich erlaube mir einen kleinen Exkurs. Man konnte kürzlich in den Tageszeitungen lesen, dass auch nordische Länder sehr aktiv sind. Eine Vorreiterrolle hat Oslo in Norwegen. Dort wurde eine so

genannte «Stadtautobahn» für Hummeln entwickelt. Es wurden Korridore mit Fütterstationen angelegt, um den Tierchen zu helfen.

Ich kann mich kurz fassen: Der Regierungsrat sieht die Probleme, und das ist gut. Wir verstehen aber die zögerliche Haltung der Regierung nicht ganz. Man hätte die Motion mit der gleichen Begründung auch annehmen können. Warum also nur ein Postulat? Geben wir uns daher einen Ruck und setzen einen gewissen Zwang auf. So schaffen wir die Verbindlichkeiten zum Schutz dieses wertvollen Guts, zumal der Aufwand sehr gering ist. Wir Freisinnigen plädieren diesmal für die Motion, ohne dass wir unsere liberalen Werte aufgeben.

Andrea Zryd, Macolin (PS). Beim Lesen dieses Vorstosses – dieses «Bienensex-Vorstosses» – bin ich fast ein bisschen errötet, Lars Guggisberg. Es ist ein wichtiger Vorstoss. Spätestens seit dem Film «More than honey» wissen wir alle, dass die Bienen für die Welt und somit auch für den Kanton Bern, respektive für die Schweiz, sehr wichtig sind. Der Kanton Bern hat einen grossen Teil des Schweizer Bienenbestands und auch einige der Belegstellen. Es geht jetzt darum, die Schutzzonen abzugrenzen, damit die «Bienen Mayas» nicht mehr fremdgehen und Rassebienen gezüchtet werden können. Die Voraussetzungen sind klar und werden in der Motion erwähnt: Es braucht enge, hochgelegene Bergtäler, wo eine Vermischung mit den Bienen von Wanderimkern nicht stattfinden kann.

Ich bin keine Fachperson in diesem Bereich. Ein bisschen schade finde ich, dass Lars Guggisberg nicht auch noch an der Uni Bern nachgefragt hat, wo es anscheinend eine Fachperson gibt, die etwas zum Thema Inzucht hätte sagen können. Aber das Anliegen ist für die SP ganz klar und auch der Regierungsrat ist dem Anliegen wohlgesinnt. Wir unterstützen die Motion grossmehrheitlich in beiden Ziffern. Einige werden den Vorstoss nur als Postulat annehmen; ich persönlich unterstütze ihn als Motion.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Die Motion Belegstationen mit Schutzzonen für die Zucht von Bienenköniginnen von Lars Guggisberg ist ein zoologischer Volltreffer. Wer die Motion durchliest, kann viel lernen. Sie ist absolut spannend. Wie Sie vielleicht wissen, geniesst das Tierlein bei der BDP grosse Sympathien. Die spannende Motion und ebenso die spannende Antwort des Regierungsrats zeigen auf, wie wertvoll, wie leistungsfähig und wie wichtig die Bienen für uns sind. Sie sind für die Menschheit überlebenswichtig. Wie Sie vielleicht auch schon im Fernsehen gesehen haben, werden mancherorts in Amerika Bienenvölker von Plantage zu Plantage gezügelt, weil die stationären Bienen nicht mehr in der Lage sind, die Felder zu befruchten. Das ist für die BDP ein Horrorszenario.

Wir haben in unserer Fraktion die Argumente gewürdigt und sind zum Schluss gekommen, dass die Motion voll und ganz unterstützt werden muss. Gesunde Bienenvölker sind wichtig. In den klar bezeichneten Zonen der Belegstationen darf nicht jeder Imker machen, was er will. Ansonsten ist die genetische Reinzucht nicht mehr möglich. Schutzzonen halfen auch schon bei anderen Tierarten, zum Beispiel bei Schweinen, um Krankheiten auszumerzen. Schutzzonen können vielleicht verhindern, dass wir Chemie und Medikamente zur Bekämpfung von Seuchen einsetzen müssen. Aus den genannten Gründen ist die BDP-Fraktion einstimmig der Meinung, dass der Vorstoss als Motion überwiesen werden soll. Es ist wichtig, ein wenig Druck zu auszuüben. Eine Gesetzesänderung muss zeitnah in Angriff genommen werden. Wenn wir keine Bienen mehr haben, ist es zu spät.

Fritz Reber, Schangnau (UDC). Vorweg: Wir unterstützen die Motion von Lars Guggisberg einstimmig. Bienen wie Bienenhalter sind in der Vergangenheit auf stetig zunehmende Akzeptanz gestossen. Die Berichte in der Presse und der eindrückliche Bienenfilm haben dazu beigetragen. Vielleicht haben einige von Ihnen den Film auch gesehen; dann sind Sie jetzt besser informiert über die Bienen. Mein Vater, mein Grossvater und mein Urgrossvater haben Bienen gezüchtet. Ich selber züchte auch und mein Sohn ist ebenfalls schon dabei, den Imkerkurs zu besuchen. Erfreulich im Oberemmental ist, dass diese Kurse voll belegt sind; sie werden sogar doppelt geführt. Das Interesse an den Bienen ist vielleicht auch durch die Medienberichterstattung und den erwähnten Film gestiegen. Nun gibt es aber auch vielerorts Bienen. Jeder von Ihnen kann heute ein Bienenvolk kaufen und dieses mit dem Einverständnis des Grundeigentümers irgendwo platzieren. Dann sind Sie morgen auch schon «Beieler». Das kann man machen. Einzig an gewissen Orten gibt es Sperrzonen, wenn Bienenkrankheiten wie zum Beispiel Faulbrut und Sauerbrut auftreten. Dann kann eine Sperrzone errichtet werden, in denen keine bestehenden Bienenstöcke verstellt und

keine neuen Bienenvölker angesiedelt werden dürfen. Ansonsten kann jeder imkern, selbst wenn er keinen Kurs besucht hat.

Das Problem ist der dichte Bestand von Bienenvölkern im Kanton Bern. Der Kanton Bern ist ein «Beielerkanton»; 20 Prozent der Schweizer Bienenbestände sind bei uns anzutreffen. Mit der Bestäubung haben die Bienen eine wichtige Funktion für die Landwirtschaft, und viele von uns mögen den «Hungg»; die Bienen sind auch noch die Lieferanten des Rohstoffs Honig. Jeder Züchter versucht, seinen Bestand zu vermehren. Wir achten auf die Resistenz der verschiedenen Bienenvölker und versuchen die resistenteren nachzuziehen. Deshalb sind Belegstationen wichtig. Wir haben in unserer Region Belegstationen, aber weil die Bienen oftmals zu dicht gehalten werden, ergeben sich Probleme. Wie wir gehört haben, sollten Belegstationen oberhalb 1000 Höhenmeter in Gebieten mit wenigen Bienen angelegt werden. Im Umkreis von 3–7 Kilometern darf es keine anderen Bienen haben. Sonst kommt es zur Durchmischung mit anderen Rassen und Linien. Das erlebe ich in meinem Bienenstand. Ich habe sicher auch schon keine Reinzucht mehr. Damit eine Reinzucht möglich ist, braucht es eine Gesetzesanpassung, sodass ein Gebiet ausgeschieden werden kann.

Vielleicht noch ein Hinweis: An der diesjährigen Delegiertenversammlung der Schweizer Bienenzüchter in Altdorf, Kanton Uri, erzählte ein Mann, er importiere 1100 Kunstschwärme aus Süditalien in die Schweiz. Ich finde das keine gute Sache, weil der aus Italien eingewanderte Beutenkäfer, ein Parasit, unsere Bienen auch bedroht. Ich erachte es als besser, wenn wir in der Schweiz resistenterer Bienenvölker selber züchten.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Der Motion der Bienenbelegstationen mit Schutzzonen stimmt die grüne Fraktion in beiden Ziffern einstimmig zu. Wir hoffen und haben das Vertrauen, dass damit die Betreiber gute Erfolge für die Bienenzucht erzielen können. Lars Guggisberg, du schreibst in der Begründung, dass Schutzzonen keinerlei negative Auswirkungen auf die Bewirtschaftung haben. Wenn aber diese Belegstation–Bienen in Monokulturen keinen Schutz und keine Nahrung erhalten, dann werden auch die Zuchtbemühungen keine Erfolge haben. Ich möchte, dass man das auch beachtet.

Niklaus Gfeller, Rüfenacht (PEV). Die meisten von uns kennen die derzeitige Situation der Imkerei im Kanton Bern; eine ganze Reihe von Krankheiten – Sauerbrut, Faulbrut und andere – bedrohen die Bienen und erschweren die Arbeit der Imkerinnen und Imker. Ich habe selber viele Jahre lang geimkert. Meine Völker sind alle eingegangen und als schliesslich das Bienenhaus auch noch abbrannte, hörte ich auf. Die Bekämpfung der Bienenkrankheiten mit Medikamenten führt definitiv in die falsche Richtung. Erfahrungsgemäss stärkt man mit einer chemischen Behandlung den Erreger. Die Schwachen werden eliminiert. Die Starken aber, die überleben, zeugen Nachkommen, die ihrerseits die Behandlung überleben und man muss immer stärkere Mittel zur Bekämpfung einsetzen. Das passt alles nicht so gut zum hochwertigen und teuren Lebensmittel Honig. Eine grosse Zahl der Imkerinnen und Imker lehnt deshalb die medikamentöse Behandlung von Bienenkrankheiten ab und versucht mit einer gezielten Königinnenzucht einen Ausweg zu finden. Königinnenzucht setzt voraus, dass Belegstellen mit Schutzzonen existieren, sodass die Befruchtung der Königinnen durch die gewünschten Drohnen erfolgt. Mit Inzucht hat das rein gar nichts zu tun. Hierbei werden spezielle Völker eingesetzt, welche die Drohnen liefern. Sie sind in der Regel nicht verwandt mit der Königin, die befruchtet werden soll. Nur mit sicheren und sauberen Schutzzonen ist es möglich, ein Zuchtziel zu verfolgen, sodass wir letztlich wieder gesunde und leistungsfähige Bienenvölker haben. Die beiden Forderungen in der vorliegenden Motion sind eine echte Hilfestellung zugunsten der Bienenzucht. Die EVP-Fraktion wird daher diese Motion unterstützen.

Martin Egger, Frutigen (pvl). Gesunde und leistungsfähige Bienenvölker sind für uns etwas vom Wichtigsten. Dies gilt sowohl für die Landwirtschaft wie auch für die normale Bevölkerung. Herr Grossrat Guggisberg hat mit seiner Motion etwas aufs Tapet gebracht, das schon lange nötig gewesen wäre. Es ist wirklich beängstigend, wie viele Bienenstöcke in letzter Zeit eingegangen sind. Es ist grosser Handlungsbedarf vorhanden. Wenn ich bedenke, dass im Jahr 2008 die Motion Jenni angenommen wurde und noch immer viele offene Fragen im Raum stehen, dann sollte möglichst schnell etwas unternommen werden. In andern Kantonen sind die Belegstationen eingerichtet und geschützt. Bienen sind etwas Wichtiges in unserem Leben; deshalb unterstützt die glp die Motion vollumfänglich.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Es ist mir ähnlich ergangen wie dem Kollegen Frutiger. Auch ich habe hier viel über die Bienenzucht gelernt. Ich wusste vorher davon gar nichts. Als Sportler kannte ich das Produkt Honig und weiss, dass es besser ist, als die meisten Energieriegel, weil es eine kurz-, mittel- und langfristige Wirkung hat. Ich habe in einer Fachzeitschrift gelesen, dass es bis heute kein Produkt auf dem Markt gibt, das so abgestuft wirkt wie Honig. Die Aufklärung über die Bienenzucht und die Argumente des Motionärs haben uns überzeugt, sodass die EDU-Fraktion das Anliegen als Motion unterstützt und nicht nur als Postulat.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Je vais apporter un petit bémol aux déclarations qui ont été faites à cette tribune. J'ai trouvé la citation de Lars très intéressante et j'ai aimé cette citation. Le thème des abeilles est central à l'heure actuelle et il est non seulement émotionnel, évidemment. J'ai passé beaucoup de temps à m'entretenir avec un ami spécialiste reconnu sur le plan national dans le domaine de l'apiculture et je puis vous dire ceci. Il n'appartient pas au Conseil-exécutif de désigner les stations et les zones de protection et en ce sens j'ai apprécié que le Conseil-exécutif propose plutôt un postulat qu'une motion. Voici les raisons. La commission d'élevage Apisuisse est souveraine dans ce domaine et c'est elle qui a la capacité intellectuelle de définir si une station apporte ou non quelque chose dans le processus de sélection. Il faut bien reconnaître qu'il est très difficile de dire à certains éleveurs d'abeilles que leurs chères stations ne valent rien en matière de sélection. Il faut dire aussi que ces soi-disant stations ne sont pas souvent suivies de manière scientifique et tout aussi souvent dirigées par un apiculteur qu'il est difficile de contrarier. Ce sujet est presque aussi piquant que la Question jurassienne. En Suisse alémanique, on a souvent prétendu, et ceci pendant des décennies, définir une abeille indigène qui n'a jamais été validée comme écotype suisse. Parler des dix stations pour le canton de Berne, c'est vraiment faire preuve de beaucoup de créativité. Quand on sait combien il faut d'obstacles pour éviter que les reines ne soient fécondées par des mâles indésirables. Le territoire est absolument trop petit, muni de beaucoup trop de ruchers disséminés, même dans des endroits assez isolés, pour justifier pour une telle quantité. A titre d'exemple, le Valais montagneux ne dispose que de trois stations, dont voici la carte du territoire de l'une d'elle (*l'orateur montre la carte*). On voit très bien que, à part la station d'insémination, on n'a aucun autre rucher. Vaud en a deux, dont une avec un territoire protégé sur deux cantons. Dans le canton de Neuchâtel il n'y a aucune station. Je vous propose, pour ces raisons, d'accepter le postulat, mais de refuser la motion.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Ich kann im Namen der Regierung sagen, dass wir mit den Äusserungen in der Debatte sehr einverstanden sind. Die Bienen haben eine wichtige Funktion in unserer Landwirtschaft und damit auch für uns alle. Zu Ziffer 1 der Motion kann gesagt werden, dass der Kanton im Bereich der Imkerei eine sehr wichtige Rolle spielt. Mehr als 20 Prozent der Schweizerischen Imkerinnen und Imker sind bei uns im Kanton Bern tätig. Das zeigt die wichtige Rolle, die dem Kanton zukommt. Die Imkerinnen und Imker kooperieren grossmehrheitlich mit den Trägerorganisationen der Belegstellen. Aber leider gibt es immer wieder einzelne Personen, welche Bienenstände im Einzugsgebiet der Belegstellen aufstellen. Aufgrund der fehlenden rechtlichen Grundlage für die Schutzzonen kann dies nicht in jedem Fall verhindert werden.

Zu Ziffer 2: In der Umsetzung der Motion Jenni, die im Grossen Rat im September 2008 überwiesen wurde, haben wir bereits verschiedene Massnahmen zum Schutz der Imkerinnen und Imker und zur Unterstützung der Imkerei ergriffen. Die vorgesehene Schaffung gesetzlicher Grundlagen für Schutzzonen und das Umfeld von Belegstellen wurde bisher nicht gemacht, weil sich noch verschiedene Fragen stellen. Hier liegt wahrscheinlich die Differenz, die wir mit dem Motionär haben. Es stellen sich verschiedene Fragen, die wir zuerst geklärt haben möchten, beispielsweise auch die Frage der Kosten. Sie wissen, dass wir in den letzten Jahren im Kanton Bern von Sparmassnahmen betroffen wurden. Deshalb ist es aus meiner Sicht wichtig – und ich habe das in meiner Direktion auch so entschieden –, dass wir die Kostensituation ganz genau abklären, bevor wir neue Entscheidungen treffen. Aus diesem Grund schlägt Ihnen der Regierungsrat vor, im Moment ein Postulat zu überweisen. Wir möchten das Anliegen tatsächlich auch unterstützen, aber vorgängig die offenen Fragen klären, gerade auch die Kostenfrage. Wenn diese Fragen geklärt sind, ist es für mich persönlich auch klar, dass wir in der Richtung der Motion vorgehen.

Le président. Danke. Jetzt hat noch einmal der Motionär das Wort.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Ich möchte mich zuerst herzlich bedanken für die breite Unterstützung meines Vorstosses. Es wurde gesagt, dass die Kriterien für die Errichtung der Schutzzonen zuerst durch die Bienenzuchtorganisationen erarbeitet werden müssen. Dies ist in vollem Gang und geht Hand in Hand mit der Anpassung des Gesetzes. Man spricht schon lange von diesem Thema – wie gesagt, stammen die Vorstösse aus den Jahren 2008 und 2009. Die Schlüsselrolle des Kantons Bern muss wahrgenommen werden und wir müssen zur Tat schreiten. Die Lösungen liegen auf dem Tisch und es braucht nur noch formal eine Anpassung des Gesetzes. Ich bitte all diejenigen, die gerade noch zum Postulat neigen, sich doch noch für die Motion gewinnen zu lassen.

Le président. Damit kommen wir zur Abstimmung. Wir stimmen über eine Motion ab.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 131

Non 1

Abstentions 4

Le président. Sie haben die Motion überwiesen. Nach der Mittagspause werden wir mit dem Thema Bienen fortfahren. Noch eine Information: Ich kann Ihnen sicher für den Donnerstagnachmittag frei geben. Wir haben nun aber noch fünf Vorstösse in freier Debatte zu beraten. Deshalb wage ich noch keine Prognose für den Donnerstagsvormittag.

La séance est levée à 11 heures 46.

La rédactrice / le rédacteur :

Catherine Graf Lutz (f)

André Zurbuchen (d)